

L'ordre du jour était le suivant

- 1) Approbation des PV CTL du 06 et 21 décembre 2018
- 2) Présentation du budget prévisionnel 2018 DDFIP 47
- 3) Exécution du budgt 2017 DDFIP 47

A noter qu'une nouvelle fois, une réunion d'un organisme représentatif s'est tenue en l'absence du directeur départemental. Il est regrettable de constater que ce problème est récurrent. La présidence a donc été assurée par M CREUSOT.

En début de séance, la CGT a lu une déclaration liminaire, consultable en ligne : <http://www.dgfip.cgt.fr/47/spip.php?article456>

BUDGET PREVISIONNEL 2018

La CGT a une nouvelle fois dénoncé l'absence de documents permettant aux élus l'examen des éléments détaillés nécessaires à l'exercice de leur mandat :

- les fluides (eau/électricité/chauffage) par site.
- les besoins exprimés par sites en matière de travaux, d'entretien et de matériel

En effet, seul un tableau récapitulatif très synthétique nous a été fourni. En réponse, la direction se réfugie derrière l'obligation d'utiliser CHORUS qui ne permet pas d'avoir le détail demandé. Normalement, une comptabilité analytique se met en place pour 2019 et cela devrait devenir possible.

La CGT a fait remarquer, à la direction locale, que certains départements avaient une présentation bien plus fournie. Il n'en demeure pas moins que tout ce qui concerne l'expression des besoins par les sites du département devrait, à minima, être fourni aux élus. Ce qui n'est plus le cas depuis des années. Un questionnement auprès des chefs de poste en amont du budget 2018 eût été préférable.

Pour la CGT, en l'absence des besoins exprimés par les agents, il est hors de questions de se prononcer sur cette prévision budgétaire.

En cohérence avec la position affichée, les élus CGT sont intervenus pour signaler les travaux ou divers besoins qui leur ont été signalés par les personnels lors des HMI/visites de poste organisées :

- **Villeneuve /Lot** : fenêtres qui ferment mal, volets cassés, cloison à abattre à la Municipale, entretien extérieur. Lors du débat concernant ce site, il a été demandé à la direction locale de réfléchir à une présence régulière, au minimum un jour par semaine sur le site.
- **Marmande** : problème d'hygiène, difficulté de luminosité (rampe de 40 néons et un seul interrupteur). Suite à notre demande, une analyse de l'air devrait être effectuée.
- **Trésorerie Hospitalière** : prise en compte des demandes des agents concernant les travaux préalables au déménagement. Le président indique qu'une enveloppe de 58 000€ est prévue et devrait permettre de réaliser l'essentiel des interventions exprimées (cloison, sol...).

Avant de passer au vote, la CGT a demandé une suspension de séance afin d'avoir une position commune et globale de la parité syndicale contre la prévision budgétaire 2018.

VOTE : CONTRE unanimité des organisations syndicales

Suite à ce vote, l'administration locale sera dans l'obligation de convoquer un nouveau CTL concernant la prévision budgétaire 2018.

DOCUMENT DE PROGRAMMATION DU BOP 0156-CFIP-D047
Unité Opérationnelle : 0156-CFIP-XXXX
Année de gestion : 2018

Opérations programmées (OP)	Opérations budgétaires (OB)	Activité	Code activité	Exécution 2017		Réparation des crédits notifiés en 2018		Programmation				Prévisions d'exécution au 31/12/2018			
				AE	CP	AE	CP	CP	AE	CP	dont restes à payer	AE	CP		
Dépenses immobilisables 01560001	Dépenses de propriétaire 0156000101	acquisition/constructions travaux structurels	015600010101	14 017	15 783	10 000	10 000	551	10 000	9 445	10 000		10 000		
		entretien lourd	015600010103	6 207	5 203	5 000	5 000	1 076	5 000	3 924	15 000	13 373		15 000	
	Sous-total (OB) "Dépenses de propriétaire"				17 224	21 086	15 000	15 000	1 627	15 000	13 373		15 000		
	Dépenses de locataire 0156000102	entretien courant	015600010201	148 236	135 285	140 000	140 000	3 872	140 000	136 128			140 000		
		électricité et fluides	015600010202	71 707	71 846	107 674	107 674	147 674	147 674	247 674	247 674	247 674	147 674		
		loyers non budgétaires	015600010204	340 025	340 121	340 000	340 000	340 000	340 000	340 000	340 000	340 000	340 000		
		prestations intellectuelles	015600010205	23 311	277 845	23 000	241 645	84	23 000	241 365			23 000		
		services	015600010206	583 419	824 995	650 702	878 351	3 956	650 702	874 395			650 702		
		autres dépenses	015600010207	600 543	846 021	674 702	893 351	5 583	674 702	887 758			674 702		
		Sous-total (OB) "Dépenses de locataire"				1 583 419	2 246 021	1 583 419	2 246 021	4 515	1 583 419	2 246 021	2 246 021	1 583 419	
Total (OP=OB) "Dépenses de fonctionnement"				600 543	846 021	674 702	893 351	5 583	674 702	887 758	218 649	218 649	674 702	913 351	
Dépenses matérielles 01560002	Dépenses de matériel 0156000201	dépenses d'affranchissement	015600020101	405 996	405 432	153 132	153 132	554	153 132	150 568		153 132			
		impression et reprographie	015600020102	33 243	61 842	35 000	58 700	18 505	35 000	42 115	25 700		35 000		
	frai de déplacement mission (hors formation)	015600020103	177 408	177 408	177 000	177 000		177 000	177 000	177 000	177 000	177 000			
	frai de justice	015600020104	50 382	51 552	29 352	29 352		29 352	29 352			29 352			
	frai bancaires	015600020105	15 659	15 659	13 650	13 650		13 650	13 650			13 650			
	centres vendus aux débiteurs de tabac	015600020106	38 240	38 240	28 657	28 657		28 657	28 657			28 657			
	Total (OP=OB) "Dépenses matérielles"				724 966	754 181	432 801	432 801	17 149	432 801	441 332	25 700	441 332	432 801	712 389
	Dépenses informatiques 01560003	Informatique de réseau 0156000302	achat de services informatiques et de logiciels matériels & consommables informatiques	015600030201	7 004	14 804	10 000	10 000	519	10 000	10 000	10 000		10 000	
			frai de réseau	015600030202	63 001	59 654	62 000	62 000		62 000	61 481			62 000	
		télécommunications 0156000304	015600030401	492	67 241	67 000	67 000	2 287	67 000	63 712			67 000		
Total (OP=OB) "Dépenses informatiques"				135 674	139 599	139 000	139 000	5 806	139 000	133 194	67 000	169 000	169 000		
Dépenses de fonctionnement courant 01560004		Dépenses de fonctionnement courant 0156000401	indus - locatifs & entretien de matériels	015600040101	23 629	23 056	22 619	22 619	804	23 629	22 745		23 629		
			formation	015600040102	112 633	113 874	112 000	112 000		112 000	112 000			112 000	
			sécurité fonctionnement	015600040103	58 200	40 418	58 000	58 000	8 659	58 000	49 341			58 000	
			frai de transports	015600040104	31 508	45 911	31 000	31 000		31 000	31 000			31 000	
			action sociale	015600040105	11 640	5 815	10 000	10 000	615	10 000	9 345			10 000	
			prestations de service	015600040107	21 999	22 674	21 000	21 000	150	21 000	20 850			21 000	
	courtilures		015600040108	13 202	15 923	13 000	13 000		13 000	13 000			13 000		
	autres dépenses		015600040109	274 551	272 441	270 609	270 609	10 348	270 609	260 261			270 609		
	Total (OP=OB) "Dépenses de fonctionnement courant"				774 551	772 441	770 609	770 609	10 348	770 609	760 261	67 000	770 609	770 609	
	TOTAL				1 795 834	2 012 216	1 937 112	1 937 112	38 886	1 937 112	1 722 575	264 549	1 894 371	2 078 720	

La répartition du niveau 2 devra être réalisée à hauteur des crédits notifiés au regard de la ventilation indiquée dans votre document de notification.

Le montant des crédits de paiement ne devra pas dépasser le montant des crédits de paiement.

Le montant des crédits de paiement ne devra pas dépasser le montant des crédits de paiement.

Le montant des crédits de paiement ne devra pas dépasser le montant des crédits de paiement.

BILAN exécution budget 2017

En réponse aux questionnement des organisations syndicales, la direction a apporté les précisions suivantes :

- Entretien courant : + 69,33% soit 60 692€.

Une partie de ce surplus, concerne le SPF - E : cablage à refaire.

CFP Marmande : 60 335€ ont été affectés en surcoût des travaux de réhabilitations du site, du fait de la défaillance du maître d'oeuvre, de la société de désamiantage (RJ/LJ). De plus, des crédits affectés par la région ont été repris, les délais de réalisation des travaux étant dépassés.

***Commentaire CGT** : lors de la discussion sur Marmande, au détour d'une phrase, nous apprenons que le maître d'oeuvre serait le grand responsable des largeurs de portes insuffisantes ... La Direction reconnaît donc implicitement que la CGT avait raison !!*

- acquisitions/constructions :

Suite à la question de la CGT sur la défaillance de la climatisation à la salle de réunion, la Direction a signalé sa remise en service.

- fluides :

Pour la Direction, à défaut de diminuer, la consommation en fluides apparaît comme maîtrisée.

Cela est d'autant plus surprenant connaissant les problèmes thermiques récurrents sur certains sites du département, comme ... Marmande par exemple.

Sur ce sujet, la direction locale se permet d'émettre des doutes sur la viabilité réelle de l'installation actuelle (chaudière).

=> Afin d'alimenter un dossier auprès de la région, en vue d'obtenir des crédits supplémentaires, la direction accepte la proposition de la CGT de prendre en compte les relevés de températures qui ont été établis pas les agents du site sur plusieurs semaines. A suivre ...

- télécommunications :

Sur la cité administrative d'Agen, il nous est répondu qu'il n'y a pas de problème d'autocom. C'est uniquement l'absence de réponse qui entraîne une "boucle" des appels entrants.

- dépenses de fonctionnement courant :

La CGT interroge le président sur l'existence d'un véhicule électrique de type ZOE qui justifierait l'augmentation de cette ligne budgétaire.

Merci pour elle, elle se porte bien et bien que payée (14 960€), depuis décembre 2017, au garage RENAULT, elle est toujours en "congé" (garage). En effet, personne ne veut lui donner "vie" en l'immatriculant.

Il est déplorable de constater que tous les intervenants se rejettent la responsabilité de leur incapacité à gérer un problème d'immatriculation. En l'occurrence, au cas présent, nos services ne sont pas en cause.

Votes : CONTRE : CGT et Solidaire
--

ABST : FO et CFDT

La CGT précise avoir voté contre l'exécution budgétaire en cohérence avec son vote lors de l'élaboration du budget 2017.

Dans le cadre des questions diverses, la CGT a abordé les points suivants :

- Avancement projet travaux RDC Cité Administrative Agen => Les deux plans présentés à la SAFI (Toulouse) dépassent le budget alloué de 120 000€. Respectivement 144 000 et 156 000€.
- le changement des luminaires au 3ème étage de la cité est toujours en attente depuis 2 ans : => un devis est de 4500€ va être présenté au CHS CT.
- Le cas d'un cadre B affecté sur un poste de C à Miramont a été une fois DE PLUS évoqué. La CGT a rappelé que la Direction c'était engagée à régulariser la situation **au plus vite** ...
- Il semblerait que certains extincteurs du CFP de Marmande n'aient pas tous été vérifiés et il est demandé à la Direction de s'en assurer.
Idem concernant le plan d'évacuation des locaux qui n'est plus à jour : la direction assure que c'est en voie de régularisation.
- Une enquête a été demandée à Madame Krief au sujet de l'augmentation des chèques encaissés dans les CFP du 47 sur précisément les mois d'octobre 2016 et octobre 2017. Suite à la baisse du paiement par chèque à 2000€ en 2017, les usagers, par manque d'informations, ont quand même envoyés des chèques (sans talon de paiement) au centre d'encaissement de Rennes qui les a renvoyé dans les CFP du département concerné.. Un surcroit de travail a été constaté sur Agen.
- La CGT a renouvelé sa question au sujet de l'avenir du recouvrement des impôts dans les 5 trésoreries mixtes de proximité (FUMEL, NERAC, MONTFLANQUIN, MIRAMONT de GUYENNE, CASTELJALOUX). Le directeur aurait déjà expliqué, aux agents de ces trésoreries, la perte de cette mission et sûrement de ou des emploi(s) associé(s) à cette fonction.
Il convient également de se poser la question de l'avenir de ces postes comptables.

Les représentants CGT

Patrice MARTIN
SIP AGEN

Didier MIDROUET
T AGEN Municipale

Michel RABILLARD
Expert CGT

Françoise REJOL
PCRP Agen

Bulletin d'adhésion

J'adhère à la CGT !

Nom prénom :

Adresse administrative :

.....

Grade : Echelon/Indice :

Mel : Temps partiel :

Date: Signature,

A renvoyer à : Patrice MARTIN / SIP AGEN Cité Administrative

OU Case CGT DDFIP Jacobins

Section du Lot et Garonne du Syndicat National CGT Finances Publiques

Site : <http://www.financespubliques.cgt.fr/47>